



---

## **Entrée en fonctions de nouveaux Membres à la Cour de justice et au Tribunal de l'Union européenne**

Par décision du 7 septembre 2016, les représentants des États membres ont nommé M. Evgeni Tanchev en qualité d'avocat général à la Cour de justice, pour la période allant du 19 septembre 2016 au 6 octobre 2021.

Dans le cadre du renouvellement partiel du Tribunal, les représentants des gouvernements des États membres ont, par décisions du 23 mars 2016 et du 7 septembre 2016, nommé juges au Tribunal MM. Ricardo da Silva Passos, Paul Nihoul, Barna Berke et Ulf Christophe Öberg, ainsi que M<sup>mes</sup> Octavia Spineanu-Matei et Krystyna Kowalik-Bańczyk, pour la période allant du 19 septembre 2016 au 31 août 2022.

Dans le cadre de la réforme de l'architecture juridictionnelle de la Cour de justice de l'Union européenne, les représentants des gouvernements des États membres ont, par décision du 7 septembre 2016, nommé juges au Tribunal MM. Ezio Perillo, Jan Passer et Alexander Kornezov pour la période allant du 19 septembre 2016 au 31 août 2019 et MM. René Barents, Jesper Svenningsen, ainsi que M<sup>me</sup> Maria José Costeira pour la période allant du 19 septembre 2016 au 31 août 2022.

Par décisions du 16 septembre 2015, du 23 mars 2016 et du 24 mai 2016, les mandats de MM. Marc Jaeger, Heikki Kanninen, Savvas Pappasavvas, Sten Frimodt Nielsen, Marc van der Woude, Dimitrios Gratsias, Juraj Schwarcz, Viktor Kreuschitz et Lauri Madise ont été renouvelés jusqu'au 31 août 2022.

Une audience solennelle de la Cour de justice se tiendra aujourd'hui à l'occasion de la prestation de serment du nouvel avocat général et des nouveaux juges appelés à prendre leur fonction.

La cérémonie sera retransmise en direct à partir de 18h00 sur le site suivant : <http://c.connectedviews.com/cdj>

### **Curricula vitae des nouveaux Membres**

#### **Evgeni Tanchev**

né en 1952 ; diplômé en droit de l'université Saint-Clément d'Ohrid de Sofia (1975) ; docteur en droit (1979) ; chargé de cours (1977-1984), maître de conférences (1984-1990), puis professeur à l'université Saint-Clément d'Ohrid de Sofia (1990-2013) ; doyen de la faculté de droit de l'université Saint-Clément d'Ohrid de Sofia (1988-1991) ; membre du conseil législatif auprès de l'Assemblée nationale bulgare (1995-1997) ; chef de la chaire Jean Monnet à la Nouvelle université bulgare (2002-2005) ; président du conseil juridique auprès du président de la Bulgarie (2002-2003) ; juge (2003-2009), puis président (2009-2012) de la Cour constitutionnelle bulgare ; chef de la chaire de droit constitutionnel à la faculté de droit de l'université Saint-Clément d'Ohrid de Sofia (2013-2016) ; membre (2006-2016) et vice-président de la commission de Venise du Conseil de l'Europe (2013-2015) ; membre du Conseil constitutionnel auprès du médiateur de la Bulgarie (2015-2016) ;

rédacteur de plusieurs revues juridiques ; auteur de nombreuses publications juridiques ; avocat général à la Cour de justice depuis le 19 septembre 2016.

### **Ezio Perillo**

né en 1950 ; docteur en droit et avocat au barreau de Padoue ; assistant, puis chercheur confirmé en droit civil et comparé à la faculté de droit de l'université de Padoue (1977-1982) ; chargé de cours en droit communautaire au Collège d'Europe (Parme, 1990-1998), aux facultés de droit de l'université de Padoue (1985-1987), de Macerata (1991-1994), de Naples (1995) et à l'université Statale de Milan (2000-2001) ; membre du comité scientifique du Master in European integration à l'université de Padoue ; fonctionnaire à la direction de la bibliothèque, recherche et documentation de la Cour de Justice des Communautés européennes (1982-1984) ; référendaire à la Cour de Justice des Communautés européennes auprès de l'avocat général M. G. F. Mancini (1984-1988) ; conseiller juridique du secrétaire général du Parlement européen, M. E. Vinci (1988-1993) ; chef de division au service juridique du Parlement européen (1995-1999) ; directeur des affaires législatives et des conciliations, des relations interinstitutionnelles et des relations avec les parlements nationaux au Parlement européen (1999-2004) ; directeur des relations extérieures du Parlement européen (2004-2006), directeur des affaires législatives au service juridique du Parlement européen (2006-2011) ; auteur de plusieurs publications en droit civil italien et en droit de l'Union européenne ; juge au Tribunal de la fonction publique du 6 octobre 2011 au 31 août 2016 ; juge au Tribunal depuis le 19 septembre 2016.

### **René Barents**

né en 1951 ; licencié en droit et licencié spécial en économie (université Érasme de Rotterdam, 1973) ; docteur en droit (université d'Utrecht, 1981) ; chercheur en droit européen et en droit économique international (1973-1974) et maître de conférences en droit européen et en droit économique à l'Institut européen de l'université d'Utrecht (1974-1979) et à l'université de Leyde (1979-1981) ; référendaire à la Cour de justice des Communautés européennes (1981-1986) ; chef de la section « Droits statutaires » à la division du personnel de la Cour de justice des Communautés européennes (1986-1987) ; membre du service juridique de la Commission des Communautés européennes (1987-1991) ; référendaire à la Cour de justice des Communautés européennes (1991-2000) ; chef de division (2000-2009), puis directeur (2009-2011) à la direction de la recherche et documentation de la Cour de justice de l'Union européenne ; professeur titulaire (1988-2003) et professeur honoraire (depuis 2003) en droit européen à l'université de Maastricht ; conseiller à la cour d'appel de Bois-le-Duc (1993-2011) ; membre de l'Académie royale des sciences des Pays-Bas (depuis 1993) ; nombreuses publications en matière de droit européen ; juge au Tribunal de la fonction publique du 6 octobre 2011 au 31 août 2016 ; juge au Tribunal depuis le 19 septembre 2016.

### **Ricardo da Silva Passos**

né en 1953 ; diplômé en droit de l'université classique de Lisbonne (1975) ; diplôme d'études approfondies de l'université de Strasbourg (1978) ; Master of Laws de l'université de Harvard (1984) ; procureur de la République adjoint au tribunal de première instance de Cascais (1975-1976) ; juriste au secrétariat de la commission européenne des droits de l'homme (1978-1986) ; référendaire à la Cour de justice des Communautés européennes (1986-1987) ; chef de division au secrétariat de la commission juridique et des droits des citoyens du Parlement européen (1988-1999) ; membre du secrétariat de la Convention pour l'avenir de l'Europe (2002-2003) ; chef d'unité au service juridique du Parlement européen (1999-2010) ; directeur des affaires institutionnelles et parlementaires au service juridique du Parlement européen (2010-2016) ; juge au Tribunal depuis le 19 septembre 2016.

### **Paul Nihoul**

né en 1963 ; diplômé en droit de l'université catholique de Louvain (1988) ; Master of Laws de l'université de Harvard (1989) ; docteur en droit (1998) ; référendaire à la Cour de justice des Communautés européennes (1991-1995) ; chercheur à l'université catholique de Louvain (1995-

1999) ; professeur à l'université de Groningue (1999-2001), puis à l'université catholique de Louvain (2001-2016) ; professeur invité dans plusieurs universités, notamment à l'université Paris-Dauphine (2013-2016) ; président de l'Academic Society for Competition Law (2013-2016) ; rédacteur en chef de plusieurs revues juridiques ; juge au Tribunal depuis le 19 septembre 2016.

### **Barna Berke**

né en 1966 ; diplômé en droit de l'université Loránd Eötvös de Budapest (1990) ; Master of Laws de l'université de Stockholm (1995) ; avocat au barreau de Budapest ; conseiller juridique près le parlement hongrois lors du processus d'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne (1994-1996 et 2002-2004) ; référendaire auprès du président de la Cour constitutionnelle hongroise (1997-2000) ; vice-président de l'Autorité de la concurrence, puis président du Conseil de la concurrence (2000-2002) ; arbitre près la Cour permanente d'arbitrage des marchés financiers et des marchés de capitaux (2008-2014) ; chargé de cours (1990-1994) ; maître de conférences (1995-1999), puis maître de conférences associé (2003-2016) à l'université Loránd Eötvös de Budapest ; secrétaire d'État à la coopération judiciaire européenne et internationale du ministère de la Justice (2014-2016) ; juge au Tribunal depuis le 19 septembre 2016.

### **Jesper Svenningsen**

né en 1966 ; études de droit (Candidatus juris, université de Aarhus, 1989) ; avocat stagiaire auprès du conseiller juridique du gouvernement danois (1989-1991) ; référendaire à la Cour de justice des Communautés européennes auprès de l'avocat général M. C. C. Gulmann (1991-1993) ; admis au barreau du Danemark (1993) ; avocat auprès du conseiller juridique du gouvernement danois (1993-1995) ; chargé de cours en droit européen à l'université de Copenhague ; maître de conférences auprès de l'Institut européen d'administration publique (IEAP) (Luxembourg, 1995-1997) ; avocat au barreau de Bruxelles (1997) ; maître de conférences, puis directeur faisant fonction de l'IEAP (Luxembourg, 1997-1999) ; administrateur auprès du service juridique de l'autorité de surveillance de l'Association européenne de libre-échange (AELE) (1999-2000) ; référendaire à la Cour de justice des Communautés européennes auprès du juge M.<sup>o</sup> Gulmann (2003-2006), puis du juge M. L. Bay Larsen (2006-2013) ; juge au Tribunal de la fonction publique du 7 octobre 2013 au 31 août 2016 ; juge au Tribunal depuis le 19 septembre 2016.

### **Ulf Christophe Öberg**

né en 1966 ; diplômé en droit de l'université de Stockholm (1991) ; diplôme de traduction juridique franco-anglaise de l'université de Paris II, Panthéon-Assas (1991) ; diplôme d'études supérieures spécialisés de l'université de Paris I, Panthéon-Sorbonne (1992) ; diplôme de l'Institut d'études politiques de Paris (1993) ; chercheur à l'Agence de la recherche de la défense nationale suédoise (1992 et 1994) ; participation au programme de formation des fonctionnaires suédois (1993-1994) ; conseiller juridique pour les affaires européennes du ministère des Affaires étrangères (1994-1995) ; référendaire à la Cour de justice des Communautés européennes (1995-2000) ; chargé de cours à l'université de Stockholm (2000-2016) ; juriste (2001-2006), puis avocat (2006-2016) ; juge au Tribunal depuis le 19 septembre 2016.

### **Octavia Spineanu-Matei**

née en 1967 ; licenciée en droit de l'université Alexandru Ioan Cuza de Iasi (1990) ; docteur en droit (1999) ; juge au tribunal du secteur 4 de Bucarest (1991-1996) ; juge (1996-1999) et président de section (1997-1999) au tribunal de Bucarest ; juge (1999-2005) et président de section (1999-2003) à la cour d'appel de Bucarest ; membre de la grande chambre de recours de l'Office européen des brevets (2006-2016) ; formatrice puis directeur de l'Institut national de la magistrature (2011-2016) ; juge à la Haute Cour de cassation et de justice de Roumanie (2006-2016) ; membre du conseil scientifique de l'Institut national de la magistrature et du conseil de direction de l'École nationale des greffiers (2011-2016) ; membre élu du conseil de l'école doctorale de l'université de Bucarest (2012-2016) ; juge au Tribunal depuis le 19 septembre 2016.

## **Maria José Costeira**

née en 1967 ; diplômée en droit de l'université de Coimbra (1991) ; études postuniversitaires en droit de la propriété intellectuelle à l'université de Lisbonne (2001) ; avocat stagiaire (1991-1992) ; auditeur de justice (1992-1995) ; juge de tribunaux de première instance (1995-1997) ; juge au tribunal de commerce de Lisbonne (1999-2016) ; juge à la cour d'appel de Coimbra (2016) ; activité d'enseignement en droit dans plusieurs universités portugaises et à l'École nationale de la magistrature ; secrétaire général (2012-2015) puis président (2015-2016) de l'association des juges portugais ; juge au Tribunal depuis le 19 septembre 2016.

## **Jan M. Passer**

né en 1974 ; diplômé en droit de l'université Charles de Prague (1997) et Master of Laws de l'université de Stockholm (2000) ; docteur en droit (2007) ; chargé de cours en droit de l'Union européenne à l'université Charles de Prague (2001-2003) et à l'Académie de justice de la République tchèque (2001-2016) ; auditeur de justice près la cour municipale de Prague (1997-2001) ; juge au tribunal d'arrondissement de Prague 2 (2001-2005) ; juge à la Cour administrative suprême de la République tchèque (2005-2016) ; chargé de cours à la faculté de droit de l'université Masaryk de Brno (2006-2016) et de l'université Palacký d'Olomouc (2014-2016) ; collaborateur juridique au ministère de la Justice (2010-2016) ; juge au Tribunal depuis le 19 septembre 2016.

## **Krystyna Kowalik-Bańczyk**

née en 1976 ; diplômée en droit de l'université de Gdańsk (1999) ; diplôme d'études approfondies de l'université des sciences sociales de Toulouse (2000) ; Master of Laws en droit européen du Collège d'Europe (2002) ; docteur en droit (2004) ; chargée de cours en droit de l'Union européenne à l'université technique de Gdańsk (2010-2016) ; maître de conférences (2006-2014), puis professeur associé (2014-2016) à l'institut d'études juridiques de l'Académie des sciences de Pologne ; coédition et participation au sein de plusieurs revues juridiques ; auteur de nombreuses publications ; juge au Tribunal depuis le 19 septembre 2016.

## **Alexander Kornezov**

né en 1978 ; diplômé en droit de l'université Saint-Clément d'Ohrid de Sofia (2002) et Master of Laws en droit européen du Collège d'Europe (Bruges, 2004) ; docteur en droit (2008) ; avocat au barreau de Bruxelles (2004-2006) ; maître de conférence en droit procédural de l'Union européenne à l'université d'économie nationale et mondiale de Sofia (2008-2012) et à l'université Saint-Clément d'Ohrid de Sofia (2010-2013) ; professeur associé de droit de l'Union européenne et de droit international privé à l'Académie bulgare des sciences (depuis 2014) ; chargé de cours invité à l'université de Cambridge et à la KU Leuven ; référendaire à la Cour de justice de l'Union européenne (2007-2016) ; fondateur et membre du comité directeur de l'association bulgare pour le droit européen ; rédacteur en chef de la revue de droit européen *Evropeiski praven pregled* ; auteur de nombreuses publications en matière de droit européen ; juge au Tribunal de la fonction publique du 13 avril 2016 au 31 août 2016 ; juge au Tribunal depuis le 19 septembre 2016.

---

*Document non officiel à l'usage des médias, qui n'engage pas la Cour de justice.*

Contact presse: Gilles Despeux ☎ (+352) 4303 3205